



Ville de Draguignan

DÉCISION MUNICIPALE N°2024-404

Objet : Dépôt d'une déclaration préalable pour la pose d'un pigeonnier sur un terrain communal sis boulevard Joseph Collomp.

Richard STRAMBIO, Maire de la Ville de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-22-27 ;

VU les délibérations du Conseil Municipal n° 2020-031 du 11 juin 2020, n° 2023-157 du 15 novembre 2023 et n° 2024-013 du 21 février 2024 par laquelle le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales susvisé ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-25, en application duquel doit être précédée d'une déclaration préalable l'installation de mobilier urbain situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ;

VU l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) valant Site Patrimonial Remarquable (SPR) approuvée le 21 septembre 2022 ;

VU le projet de pose d'un pigeonnier sur un terrain communal sis boulevard Joseph Collomp ;

CONSIDÉRANT que ce projet nécessite le dépôt d'une déclaration préalable en application de l'article précité du Code de l'urbanisme ;

D É C I D E

Article 1^{er} : De déposer une déclaration préalable pour la pose d'un pigeonnier sur un terrain communal sis boulevard Joseph Collomp.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Draguignan est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle conformément aux dispositions de l'article R. 421.1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. "Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr".

Draguignan, le **17 JUIL. 2024**

RICHARD STRAMBIO



Maire de Draguignan
président de DPVa
Conseiller Régional